

# VENTE

## SUR SAISIE IMMOBILIERE

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal Judiciaire de  
DIJON, Département de la Côte d'Or

REPUBLIQUE FRANCAISE  
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

Le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de DIJON,  
Département de la Côte d'Or, a tranché en l'audience publique  
du

La sentence d'adjudication suivante :

<p>CAHIER DES CONDITIONS DE LA VENTE Clauses et Conditions</p>
--

Auxquelles seront adjugés, à l'audience de vente du Juge de  
l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de DIJON, au plus  
offrant des enchérisseurs, les biens et droits immobiliers  
suivants :

*Dans un ensemble immobilier situé à **DIJON** (CÔTE-D'OR-  
21000) 64 Rue Chabot Charny, comprenant deux bâtiments :*

- *un bâtiment A : à l'alignement actuel de la rue Chabot Charny, sur toute la largeur de la parcelle avec retour sur la quasi-totalité de la limite Sud de la propriété et sur une partie de la limite Nord au tènement, élevé sur sous-sol partiel, d'un rez-de-chaussée, d'un 1<sup>er</sup> étage carré et d'un deuxième étage partiel lambrissé.*
- *un bâtiment B : à l'alignement actuel de la petite rue du vieux Prieuré, élevé sur terreplein, d'un simple rez-de-chaussée et d'un étage carré sous combles perdus.*
- *Cour, terrasse et emplacements de stationnement sur le reste du rez-de-chaussée*

*L'ensemble cadastré **Section BP n°142** - 64 Rue Chabot Charny -  
pour 8a 42ca*

*Et plus précisément dans le bâtiment A au premier étage*

**Lot numéro six (6)** soit un **appartement** avec accès par l'escalier  
2 commun, porte de face en haut de l'escalier un appartement d'une  
pièce comportant coin cuisine, pièce principale et salle d'eau

*Avec les 378 /10000èmes de la propriété du sol et de parties communes générales.  
Et les 455 /10000èmes des parties communes particulières au bâtiment A.*

<b>PROCEDURE</b>
------------------

**La présente procédure de saisie immobilière et de distribution du prix est poursuivie**

**à l'encontre de Monsieur** [REDACTED]

**Aux requêtes, poursuites et diligences de La société BNP PARIBAS**, Société Anonyme au capital de 2.497.718.772.00 €, dont le siège social est 16 Boulevard des Italiens à 75009 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le n° 662.042.449, représentée par le Président de son Conseil d'Administration en exercice domicilié en cette qualité audit siège

**Ayant pour Avocat Maître Simon LAMBERT, Avocat associé de la SCP LANCELIN & LAMBERT Avocats associés au Barreau de DIJON y demeurant 4 D Rue du Docteur MARET - 21000 DIJON tel : 03.80.67.16.18 fax : 03.80.67.02.48 – Case Palais n° 62**, lequel se constitue sur la présente poursuite de vente.

**Suivant commandement du ministère de Maître Thierry LE FLOCH de la SCP LE FLOCH BAILLON BICHAT, huissier de justice à MONTPELLIER y demeurant 15 Passage Lonjon - 34090 MONTPELLIER, en date du 18 Aout 2020.**

**En vertu et pour l'exécution de :**

**1°) de la copie en due forme exécutoire d'un acte reçu le 22.12.2009 par Maître Valéry FLANDIN**, notaire associé de la Société Civile Professionnelle « *Robert CARRERAS, Laurent PICOLLET, Valéry FLANDIN, notaires associés d'une Société Civile Professionnelle, titulaire d'un office notarial* » dont le siège est à PRADES LE LEZ (Hérault) contenant :

➤ **PRET** par la BNP PARIBAS à [REDACTED] d'un montant de 87 000,00 €, remboursable en [REDACTED] échéances mensuelles d'amortissement de 549,53 € assurance incluse, au taux annuel proportionnel de 4,17% soit un Taux Effectif Global de 4,48% l'an.

- PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS et AFFECTATION HYPOTHECAIRE CONVENTIONNELLE au bénéfice de la BNP PARIBAS par [REDACTED] des biens et droits immobiliers présentement saisis publiés au 1<sup>er</sup> Bureau du Service de la Publicité Foncière de DIJON le 10.02.2010 Volume 2010 V n°620

**2°) de la copie en due forme exécutoire d'un acte reçu le 22.12.2009 par Maître Valéry FLANDIN**, notaire associé de la Société Civile Professionnelle « *Robert CARRERAS, Laurent PICOLLET, Valéry FLANDIN, notaires associés d'une Société Civile Professionnelle, titulaire d'un office notarial* » dont le siège est à PRADES LE LEZ (Hérault) contenant :

- PRET par la BNP PARIBAS à [REDACTED] d'un montant de 101 500,00 €, remboursable à l'issue d'un différé total de 12 mois en 240 échéances mensuelles d'amortissement de 667.85 € assurance incluse, au taux annuel proportionnel de 4,17% soit un Taux Effectif Global de 4,48% l'an.
- AFFECTATION HYPOTHECAIRE CONVENTIONNELLE au bénéfice de la BNP PARIBAS par [REDACTED] des biens et droits immobiliers présentement saisis publiée au 1<sup>er</sup> Bureau du Service de la Publicité Foncière de DIJON le 10.02.2010 Volume 2010 V n°621

#### **Pour avoir paiement des sommes de :**

##### **1°) au titre du prêt de 87 000,00 €**

Somme due à la déchéance du terme le 02.07.2020

- Echéances échues impayées du 05.08.2013 au 05.06.2020.....	45 610,99 €
- Capital restant dû au 05.06.2020 .....	50 048,97 €
- Indemnité de déchéance du terme (7%).....	3 503,42 €
<b>TOTAL DU AU 02.07.2020 .....</b>	<b>99 163,38 €</b>

**Outres intérêts postérieurs au taux de 4.17%**

##### **2°) au titre du prêt de 101 500,00 €**

Somme due à la déchéance du terme le 02.07.2020

- Echéances échues impayées du 05.01.2014 au 05.06.2020.....	52 018,20 €
- Capital restant dû au 05.06.2020 .....	62 457,64 €
- Indemnité de déchéance du terme (7%).....	4 372,03 €
<b>TOTAL DU AU 02.07.2020 .....</b>	<b>118 847,87 €</b>

**Outres intérêts postérieurs au taux de 4.17%**

Le coût du commandement et tous frais conséquents faits ou à faire, susceptibles d'être avancés par le créancier pour le recouvrement de sa créance et la conservation de son gage et sous réserve et sans préjudice de tous autres dus, droits et actions, des intérêts sur intérêts en cours, de tous autres frais et légitimes accessoires, offrant de tous détail et liquidation en cas de règlement immédiat et en tenant compte de tous acomptes qui auraient pu être versés.

**Ce commandement de payer valant saisie contient les copies et énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, c'est-à-dire :**

- 1) La constitution de Maître Simon LAMBERT, Avocat associé de la SCP LANCELIN & LAMBERT Avocats associés au Barreau de DIJON y demeurant 4 D Rue du Docteur MARET - 21000 DIJON tel : 03.80.67.16.18 fax : 03.80.67.02.48 – Case Palais n° 62, pour la Société BNP PARIBAS avec élection de domicile en son cabinet.
- 2) L'indication de la date et de la nature du titre exécutoire en vertu duquel le commandement est délivré ;
- 3) Le décompte des sommes réclamées en principal, frais et intérêts échus, ainsi que l'indication du taux des intérêts moratoires ;
- 4) L'avertissement que le débiteur doit payer lesdites sommes dans un délai de huit jours, qu'à défaut de paiement, la procédure à fin de vente de l'immeuble se poursuivra et qu'à cet effet, le débiteur sera assigné à comparaître à une audience du juge de l'exécution pour voir statuer sur les modalités de la procédure ;
- 5) La désignation de chacun des biens ou droits sur lesquels porte la saisie immobilière, telle qu'exigée par les règles de la publicité foncière, ainsi qu'une copie de la matrice cadastrale.
- 6) L'indication que le commandement vaut saisie de l'immeuble et que le bien est indisponible à l'égard du débiteur à compter de la signification de l'acte et à l'égard des tiers à compter de la publication de celui-ci auprès du 1<sup>er</sup> bureau du service de la publicité foncière de DIJON;
- 7) L'indication que le commandement vaut saisie des fruits et que le débiteur en est séquestre ;
- 8) L'indication que le débiteur garde la possibilité de rechercher un acquéreur de l'immeuble saisi pour procéder à sa vente amiable ou de donner mandat à cet effet et la mention que cette vente ne pourra néanmoins être conclue qu'après autorisation du juge de l'exécution ;
- 9) La sommation, lorsque le bien fait l'objet d'un bail, d'avoir à indiquer à l'huissier de justice les nom, prénom et adresse du preneur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social ;
- 10) L'indication qu'un huissier de justice pourra pénétrer dans les lieux afin de dresser un procès-verbal de description de l'immeuble ;
- 11) L'indication que le juge de l'exécution territorialement compétent pour connaître de la procédure de saisie et des

contestations et demandes incidentes y afférentes est celui du Tribunal Judiciaire de DIJON siégeant 13 Boulevard Clémenceau, 21000 DIJON;

- 12) L'indication que le débiteur qui en fait préalablement la demande peut bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle s'il remplit les conditions de ressources prévues par la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de ladite loi ;
- 13) L'indication, si le débiteur est une personne physique, que s'il s'estime en situation de surendettement, il a la faculté de saisir la commission de surendettement des particuliers instituée par l'article L. 712-1 du code de la consommation.
- 14) Si le créancier saisissant agit en vertu d'une transmission, à quelque titre que ce soit, de la créance contenue dans le titre exécutoire fondant les poursuites, le commandement vise en outre l'acte de transmission à moins que le débiteur n'en ait été régulièrement avisé au préalable.

**Ce commandement n'ayant pas reçu satisfaction, a été publié pour valoir saisie auprès du 1<sup>er</sup> bureau du service de la publicité foncière de DIJON le 23/09/2020, volume 2020 S n°00054.**

**Le 1<sup>er</sup> bureau du service de la publicité foncière de DIJON a délivré le 10/07/2020 un état hypothécaire hors formalité et le 24/09/2020 l'état hypothécaire certifié à la date de publication du commandement de payer valant saisie, tous deux ci-annexés.**

*(Cf États hypothécaires hors et sur formalité ci-annexés)*

**De même et par exploit en date du 16 novembre 2020 délivré par la SCP LE FLOCH - BAILLON - BICHA, huissier de justice à MONTPELLIER (34090) y demeurant 15 Passage Lonjon, la Société BNP PARIBAS a fait délivrer à [REDACTED] [REDACTED] assignation à comparaître à l'audience d'orientation de Madame ou Monsieur le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de DIJON pour le Mercredi 20 janvier 2021 à 9 heures.**

*(Cf assignation ci-annexée)*

**L'adjudication aura lieu en un lot pardessus la ou les mises à prix ci-après indiquées :**

50.000,00 €  
CINQUANTE MILLE EUROS

offerte par le poursuivant, outre les clauses et conditions du présent cahier des charges.

## CLAUSES ET CONDITIONS SPECIALES

### A - DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS A VENDRE

En conséquence, il sera procédé à la vente aux enchères publiques à l'audience des ventes du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de DIJON en UN LOT, des biens et droits immobiliers qui sont désignés comme suit au commandement sus indiqué :

*Dans un ensemble immobilier situé à **DIJON** (CÔTE-D'OR-21000) 64 Rue Chabot Charny, comprenant deux bâtiments :*

- *un bâtiment A : à l'alignement actuel de la rue Chabot Charny, sur toute la largeur de la parcelle avec retour sur la quasi-totalité de la limite Sud de la propriété et sur une partie de la limite Nord au tènement, élevé sur sous-sol partiel, d'un rez-de-chaussée, d'un 1<sup>er</sup> étage carré et d'un deuxième étage partiel lambrissé.*
- *un bâtiment B : à l'alignement actuel de la petite rue du vieux Prieuré, élevé sur terreplein, d'un simple rez-de-chaussée et d'un étage carré sous combles perdus.*
- *Cour, terrasse et emplacements de stationnement sur le reste du rez-de-chaussée*

*L'ensemble cadastré **Section BP n°142** - 64 Rue Chabot Charny - pour 8a 42ca*

*Et plus précisément dans le bâtiment A au premier étage*

**Lot numéro six (6)** *soit un appartement avec accès par l'escalier 2 commun, porte de face en haut de l'escalier  
Avec les 378 /10000èmes de la propriété du sol et de parties communes générales.  
Et les 455 /10000èmes des parties communes particulières au bâtiment A.*

L'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet d'un **état descriptif de division et règlement de copropriété** établi aux termes d'un acte reçu par Maître LARDET-FLEURIER, Notaire à LYON le 22.12.2008 dont une copie authentique a été publiée au 1<sup>er</sup> bureau des hypothèques de DIJON le 12.01.2009 volume 2009 P n° 235.

Et tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec

toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.

**Selon acte en date du 15/09/2020, Maître Thomas SOULARD de la SELARL AD LITEM, huissier de justice à DIJON y demeurant 2 rue Amiral Roussin a procédé à un procès-verbal descriptif des biens et droits immobiliers mis en vente ci-après annexé.**

*(Cf. PV Descriptif ci-annexé)*

**La copie de la matrice cadastrale délivrée par le Centre des Impôts Foncier de DIJON est jointe au présent cahier des conditions de la vente.**

*(Cf. extraits cadastraux ci-annexés)*

**B - RENSEIGNEMENTS SUR LA DATE D'ACHEVEMENT DES IMMEUBLES RECEMMENT CONSTRUITS (C.G.I. ANN. II, ART. 258)**

**C - ORIGINES DE PROPRIETE**

**Immédiate**

Lesdits biens et droits immobiliers appartiennent à [REDACTED] pour les avoir acquis de la société AVENIR FINANCE IMMOBILIER inscrite au RCS de Lyon sous le n°412 576 589 par acte de Me Nathalie LARDET-FLEURIER, Notaire à Lyon en date du 22 décembre 2009 enregistré auprès du 1<sup>er</sup> bureau du Service de Publicité Foncière de DIJON le 11 février 2010, volume 2010 P n°1528.

**Antérieure**

La société AVENIR FINANCE IMMOBILIER était propriétaire des biens présentement vendus par suite de l'acquisition qu'elle en avait faite de La société LES BOURGUIGNONS, société civile immobilière, ayant son siège social à DIJON (21000), 7 rue de la Chouette, identifiée sous le numéro SIREN 387 528 375 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de la ville de DIJON,

Aux termes d'un acte reçu par Maître Patrick NOURISSAT, notaire à DIJON, le 2 août 2007, dont une copie authentique a été publiée au 1<sup>er</sup> bureau des hypothèques de DIJON le 10 septembre

2007 volume 2007P, numéro 8871,

### **Plus antérieure**

L'origine de propriété antérieure ci-après énoncée est littéralement rapportée de l'acte du 2 août 2007 ci-dessus mentionné :

*"Les biens vendus appartiennent à la SCI LES BOURGUIGNONS, par suite de l'apport qui en a été fait à ladite société avec divers autres biens aux ternies d'un acte sous seing privé en date à DIJON- du 25 Mars 1989 déposé au rang des minutes de Me BAUT Notaire à DIJON le 18 Mai 1989 publié au bureau des hypothèques de DIJON le 15 Juin 1989 volume 6887 numéro 4.*

*Etant précisé qu'aux termes dudit acte, est également demeurée jointe et annexée la copie du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la SCI LES BOURGUIGNONS en date du 1er avril 1989 approuvant les apports faits aux termes de l'acte sous seing privé ci-dessus énoncé du 25 Mars 1989.*

*Cet apport a eu lieu en contrepartie d'une augmentation de capital de la société et de la création de nouvelles parts sociales attribuées aux apporteurs.*

*ANTERIEUREMENT l'immeuble dont s'agit appartenait en propre à Monsieur Jules Hippolyte FABUREAU époux de Madame Jeanne Gabrielle ANCERY demeurant à DIJON, 64 rue Chabot charny, ainsi qu'il va être expliqué :*

*a) Cet immeuble appartenait dans l'indivision à Madame Célestine LUTRAT demeurant à DIJON 64 rue Chabot Charny, veuve de Monsieur Jules François Xavier FABUREAU et à Monsieur Jules Louis Hippolyte FABUREAU son fils pour avoir été acquis par eux de Monsieur Marcel Jules DESCHAMPS et Madame Louise Charlotte BERTHAULT son épouse, demeurant ensemble à VILLEFRANCHE (Rhône), moyennant un prix payé comptant et quittancé à l'acte reçu par Me GUILLEMARD et Me PARRY tous deux notaires à DIJON le 16 Avril 1934 dont une expédition a été transcrite au bureau des hypothèques de DIJON le 1<sup>er</sup> Mai 1934 volume 677 numéro 38,*

*b) aux termes d'un acte reçu par Me BAUT Notaire à DIJON le 2 Décembre 1949 Madame veuve FABUREAU a fait donation à son fils en avancement d'hoirie de la nue-propriété de la moitié de l'immeuble dont s'agit se réservant l'usufruit sur cette partie d'immeuble. Une expédition de cet acte a été transcrite au bureau des hypothèques de DIJON le 15 Décembre 1949 volume 1437 numéro 36.*

*c) Madame veuve FABUREAU née LUTRAT est décédée en son domicile à DIJON le 10 Novembre 1969 laissant pour seul et unique héritier, Monsieur Jules Louis Hippolyte FABUREAU son fils susnommé, ainsi que le constate un acte de notoriété dressé par Me BAUT Notaire à DIJON le 18 Décembre 1969.*

*DONATION PARTAGE : Suivant acte reçu par Me BAUT Notaire à DIJON le 30 Décembre 1978 publié au bureau des hypothèques de DIJON le 23 Février 1979 volume 2860 numéro 18, Monsieur Jules Louis Hippolyte FABUREAU et Madame Jeanne Gabrielle ANCERY son épouse ont fait donation entre vifs à titre de partage anticipé de la nue-propriété de divers immeubles leurs appartenant*

*dont ceux faisant l'objet de la présente vente (propres à Monsieur FABUREAU), à leurs quatre enfants et seuls présomptifs héritiers qui ont accepté et partagé entre les donataires des biens donnés soit plus particulièrement en ce qui concerne l'immeuble sis 64 rue Chabot Charny : Pour moitié indivise en nue-propriété à Madame Anne Marie Jeanne Louise FABUREAU épouse de Monsieur François Joseph Louis NIEL demeurant à MASSY VILLAIN (Essone), 26 rue Albert Thomas, et pour l'autre moitié indivise à Monsieur Denis Pierre FABUREAU époux de Madame Marie Claude Andrée DISSON demeurant à DIJON, 28 rue Pierre Travaux, pour y réunir l'usufruit au décès du survivant des donateurs ; Monsieur FABUREAU est décédé à DIJON le 21 Janvier 1989, Madame FABUREAU est intervenu à l'acte d'apport des biens dont s'agit à la SCI en sa qualité d'usufruitière."*

#### **D - SYNDIC**

Le syndic actuel de l'ensemble immobilier est : REGIE FONCIERE – 9 bis rue du Temple – 21000 DIJON

#### **E - RENSEIGNEMENTS D'URBANISME**

Les renseignements d'urbanisme feront l'objet d'un dire ultérieur.

#### **F- SERVITUDES**

Il résulte des termes de l'acte d'acquisition du vendeur [REDACTED], reçu par Me NOURISSAT, Notaire à Dijon le 02/08/2007 ce qui suit :

*«Est ici littéralement repris le texte d'une convention de servitude résultant d'un acte de vente de la propriété voisine reçu par Me GUILLEMARD notaire à DIJON le 26 Octobre 1933 :*

*Il est expliqué qu'au nord de la maison vendue se trouve la propriété de Monsieur DESCHAMPS ayant son entrée rue Chabot Charny n° 64, et que dans la partie joignant immédiatement la maison rue Pasteur il existe au rez-de-chaussée une pièce et un bûcher couverts par une terrasse sur laquelle il y a deux petites pièces servant de débarras dont une a été laissée à la disposition de Mesdames BOULEY, locataires.*

*Pour fixer les droits des parties aux présentes, il est expressément stipulé et convenu ce qui suit :*

*1ent) La terrasse et les petites constructions qui s'y trouvent restent la propriété de M et Mine DESCHAMPS.*

*Aussi longtemps que Mmes BOULLEY seront locataires du premier étage de la maison vendue, elles continueront à jouir comme par le passé de la petite pièce servant de débarras.*

*Le loyer de Mmes BOULLEY appartiendra entièrement à M. et*

*Mme MAITRE et les vendeurs n'auront rien à réclamer.  
Dès que la location de Mesdames BOULLEY aura cessé, M. et Mme MAITRE devront faire murer à leurs frais la porte de communication donnant accès à la petite pièce existant sur la terrasse.*

*2ent) M. et Mme DESCHAMPS s'interdisent pour eux et leurs ayant droit de faire aucune construction sur la terrasse dont il vient d'être parlé.*

*3ent) M. et Mme MAITRE ou leurs ayants cause ne pourront prendre aucune vue sur ladite terrasse, mais ils pourront conserver toutes les ouvertures existantes actuellement et qui se trouveraient à une distance moindre que celle fixée par la loi.*

*Indépendamment de ce qui vient d'être dit les vendeurs déclarent que le tout à l'égout desservant la maison vendue sert aussi à l'écoulement des eaux d'un cabinet de toilette de leur propriété rue Chabot Charny. Cette servitude sera supportée par les acquéreurs sans indemnité ; mais elle ne pourra être aggravée et les vendeurs resteront responsables des faits qui pourraient se produire et dont les causes seraient imputables à leur propriété.*

*Le VENDEUR déclare qu'à sa connaissance la servitude ci-dessus est à ce jour sans objet. Néanmoins l'ACQUÉREUR en fera son affaire personnelle sans recours contre quiconque et sera subrogé par le fait des présentes dans tous les droits et actions des vendeurs. »*

## **G - SUPERFICIE**

Copropriété :

Conformément aux termes de la loi 96-1107 du 18 Décembre 1996 et du décret 97-532 du 23 Mai 1997 et selon mesures établies par le Cabinet PERNOT la surface habitable est de 26,82 m<sup>2</sup>

## **H - DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE UNIQUE**

Conformément à l'article L 271-4-1 du titre 7 du livre II du code de la construction et de l'habitation, il est annexé au présent cahier des conditions de la vente, le dossier de diagnostic technique.

*(Cf. dossier de diagnostic technique ci-annexé)*

## **I - OCCUPATION**

Les biens mis en vente sont libres de toute occupation.

## J - DROITS DE PREEMPTION OU DROITS DE SUBSTITUTION

Précisions à rappeler le cas échéant par le rédacteur du cahier des conditions de la vente si nécessaire.

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- S.A.F.E.R.</li><li>- Locataires fermiers</li><li>- Locataires dans immeuble en copropriété</li><li>- Zones à périmètre sensible</li><li>- Z.I.F.</li><li>- Etc.....</li></ul> |
|---|

Selon la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 :

### Article 108 :

*Le titre 1<sup>o</sup> du livre 6 du Code de la Construction et de l'Habitation est complété par un chapitre 6 ainsi rédigé :*

*Dispositions applicables en matière de saisie-immobilière du logement principal.*

### Article L 616 :

*En cas de vente sur saisie-immobilière d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble constituant la résidence principale d'une personne qui remplit les conditions de ressources pour l'attribution d'un logement à loyer modéré, il est institué au bénéfice de la commune un droit de préemption destiné à assurer le maintien dans les lieux du saisi.*

*Ce droit de préemption est exercé suivant les modalités prévues par le Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption urbain.*

*En cas de vente par adjudication, lorsque cette procédure est rendue obligatoire de par la loi ou le règlement, la commune peut déléguer ce droit dans les conditions définies à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme à un Office Public d'Habitation à Loyer Modéré ou Office Public d'Aménagement et de Construction.*

**Toutes les indications qui précèdent ont été réunies par l'Avocat poursuivant, à l'aide de renseignements qu'il a pu se procurer, de notes ou documents desquels ils ont été puisés.**

**En conséquence, il ne pourra être recherché à l'occasion d'erreurs, inexactitudes ou omissions, qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.**

**Il appartiendra à l'adjudicataire comme subrogé aux droits du vendeur de se procurer lui-même tous titres établissant la propriété du lot immobilier mis en vente ainsi que de vérifier tous autres éléments.**

# **CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES**

## **CHAPITRE IER : DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 1er – Cadre juridique**

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

### **Article 2 – Modalités de la vente**

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

### **Article 3 – État de l'immeuble**

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

### **Article 4 – Baux, locations et autres conventions**

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

#### **Article 5 – Prémption, substitution et droits assimilés**

Les droits de prémption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

#### **Article 6 – Assurances et abonnements divers**

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

#### **Article 7 – Servitudes**

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

## **Chapitre II : Enchères**

### **Article 8 – Réception des enchères**

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

### **Article 9 – Garantie À fournir par l'acquéreur**

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné à l'article 13, conformément aux dispositions de l'article R.322-10-6° du Code des procédures civiles d'exécution, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

### **Article 10 – Surenchère**

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

### **Article 11 – Réitération des enchères**

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

## **Chapitre III : Vente**

### **Article 12 – Transmission de propriété**

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

### **Article 13 – Désignation du séquestre**

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

### **Article 14 – Vente amiable sur autorisation judiciaire**

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du Code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur ont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du Code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

### **Article 15 – Vente forcée**

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du Code civil.

### **Article 16 – Paiement des frais de poursuites**

Conformément à l'article 1593 du Code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

## **Article 17 – Droits de mutation**

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

## **Article 18 – Obligation solidaire des co-acquéreurs**

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

## **Chapitre IV : Dispositions postérieures à la vente**

### **Article 19 – Délivrance et publication du jugement**

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au Service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier

poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

#### **Article 20 – Entrée en jouissance**

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1<sup>er</sup> jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1<sup>er</sup> jour du terme qui suit la vente sur surenchère.
- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

#### **Article 21 – Contributions et charges**

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

#### **Article 22 – Titres de propriété**

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

### **Article 23 – Purge des inscriptions**

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1<sup>o</sup> du code civil.

### **Article 24 – Paiement provisionnel du créancier de 1er rang**

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de 1<sup>er</sup> rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

### **Article 25 – Distribution du prix de vente**

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par

l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R.331-1 à R.334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

#### **Article 26 – Election de domicile**

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

### **Chapitre V : Clauses spécifiques**

#### **Article 27 – Immeubles en copropriété**

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

#### **Article 28 – Immeubles en lotissement**

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

**Ainsi fait et dressé par Me Maître Simon LAMBERT  
Avocat poursuivant**

**A DIJON**

**le 16 novembre 2020**

# **ANNEXES PROCEDURALES**

- 1. Copie Assignation à comparaître à l'audience d'orientation au débiteur**
- 2. Etat hypothécaire hors formalité et sur formalité de publication du commandement**
- 3. Procès-verbal descriptif**

# **ANNEXES DOCUMENTAIRES**

- 1. Matrice**
- 2. Plan cadastral**
- 3. Diagnostics**